

Non aux expulsions, aux remises à la rue, et aux coupures d'énergie !
Un logement décent, stable, abordable et respectueux de l'environnement pour tou.te.s !

MOBILISONS-NOUS, SAMEDI 11 JUILLET
En Ile-de-France : RDV à 15h à Palais Royal (Paris)

La crise sanitaire a révélé à nouveau et aggravé les effets dramatiques au plan social et humain de la crise du logement, conséquence de politiques du logement désastreuses : sans-abris avec ou sans papiers, réfugiés, mineurs ou jeunes majeurs isolés confinés dans la rue, des gymnases et des chambres d'hôtels surpeuplées, mal-logés dans les taudis, habitants des quartiers populaires en surpeuplement et résidents de foyers abandonnés, locataires HLM et du privé, ou accédants, qui par centaines de milliers sont, ou seront, en impayé car leurs revenus ont diminué et le logement est cher, trop cher !

A l'approche du 11 juillet, bailleurs, huissiers, préfectures et forces de l'ordre se préparent à mener activement leur triste besogne en 4,5

mois, au lieu de 8 mois : tout l'été, des habitants vont être jetés à la rue, le plus souvent sans hébergement, y compris des prioritaires DALO ou des sans-logis que l'État doit pourtant reloger. Le Gouvernement a refusé que 2020 soit une « année blanche des expulsions ». Alors que des moratoires des loyers ont été prononcés dans de nombreux pays européens, il n'a pris aucune mesure de protection des habitants en difficulté.

Le 11 juillet sonne aussi la remise à la rue des milliers de sans-abris hébergés pendant l'épidémie, car le Gouvernement cesse de financer plus longtemps les places du confinement, tandis que les coupures d'énergie vont s'abattre sur les très nombreuses familles endettées aussi par la crise sanitaire et sociale.

Dans nos villes, nos quartiers, nos immeubles, soyons solidaires, mobilisons-nous le 11 juillet, et après, pour exiger :

- que 2020 soit une année blanche des expulsions et des coupures d'énergie
- un moratoire des procédures d'expulsion, l'effacement des dettes de loyer et d'énergie, et la création d'un fonds public conséquent d'aide aux impayés
- que plus personne ne soit à la rue : respect du droit à l'hébergement jusqu'au relogement
- face aux défaillances de l'Etat, que les Maires prennent des arrêtés anti expulsions, anti coupures d'énergie et de réquisition
- la hausse des APL et l'abandon de leur réforme, une baisse des loyers et le blocage de la spéculation (taxation des profits,, limitations d'Airbnb & Co...)
- La réalisation massive de logements sociaux accessibles, l'arrêt de la marchandisation des HLM, le respect de la loi DALO !

Dès le 11 juillet, J'AGIS !

1^{er}s signataires : ACDL, ADTF, AFVS, Attac France, Bagagérue, CGT, CGT Energie Paris, CNAFAL, Construire, COPAF, CRLDHT, DAL, FASTI, Femmes Egalité, FSU, FTCT, MAN, Pas Sans Nous, Union Syndicale Solidaires, UTAC, ...